

COUP DE CHAUD SUR LA RENTRÉE : ORGANISONS LA RIPOSTE DU MONDE DU TRAVAIL !

Selon un sondage récent réalisé pour *Le Monde*, la colère et l'inquiétude montent en France. Première préoccupation : le pouvoir d'achat, alors que les prix à la pompe flambent et qu'il coûte de plus en plus cher de venir travailler. Depuis la rentrée, le gouvernement multiplie les annonces sur les attaques qu'il prépare, sous prétexte de réduction du déficit budgétaire. Voilà qu'il s'en prend aux retraites, sur lesquelles il voudrait économiser 6 milliards.

Actifs, privés d'emplois ou retraités : tous attaqués

Ce sont en tout 30 milliards d'euros que le gouvernement prévoit de trouver dans nos poches. Pour les retraités, il envisage de supprimer l'abattement de 10 % de l'impôt sur le revenu, ou de ne plus indexer les pensions sur l'inflation, ou les deux ! Alors que les prix s'envolent, qu'il s'agisse du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires ou du carburant. Selon l'Insee, plus de 4 millions de familles dépensent plus d'un mois de leurs revenus annuels pour faire le plein ! Mais pour le patronat, réuni lors de son université d'été, la simple idée d'augmenter les salaires provoque l'hilarité générale. De leur côté, celui de la bourgeoisie, ils pensent n'avoir pas de bile à se faire, puisque le gouvernement à leur service rivalise d'ingéniosité pour leur plaire. Dernière trouvaille : faciliter toujours plus la transmission du patrimoine pour hériter d'entreprises ou de sommes d'argent. Pendant ce temps, pour mieux faire oublier l'oppression d'une classe sociale sur une autre, les xénophobes de tout acabit cherchent à nous diviser selon nos origines et couleurs de peaux.

Une arrogance bourgeoise... qui emmène la planète droit dans le mur !

Cette soif de profit des capitalistes conduit à exploiter toujours plus les travailleurs et travailleuses, mais aussi à détruire davantage l'environnement. Nous en avons fait les frais cet été lors des canicules à répétition. Il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril, tenter de se reposer dans des logements en surchauffe, sans que les pompiers aient les moyens suffisants pour faire face aux méga-feux. Mais le gouvernement vient d'annoncer l'annulation de 157 millions d'euros de crédit

consacrés à la transition écologique et le « plan d'urgence » de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles a été réduit à 16 millions, une misère, alors qu'à la rentrée, de nombreux établissements scolaires du sud de la France ont encore dû annuler les cours l'après-midi à cause d'un pic de chaleur.

Imposer notre plan d'urgence

Il y a urgence pour le climat, urgence pour nos salaires et nos conditions de travail. Il y a aussi urgence pour l'emploi, face aux plans de licenciements qui se multiplient et au chômage qui repart à la hausse. Mais pour imposer les mesures nécessaires, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Imposer 400 euros de plus par mois, l'échelle mobile des salaires en fonction de la hausse des prix, le blocage des prix, contrôlé par les consommateurs, l'interdiction des licenciements, l'isolation thermique des bâtiments scolaires et des logements, les moyens nécessaires à tous les services publics, y compris la lutte contre les incendies.

Des grèves ont déjà lieu dans des établissements scolaires contre les conditions de rentrée, dans les bus RATP, vendus par lots au privé, dans le social, etc. Mais il faudrait s'y mettre tous ensemble. Les pompiers se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents des services publics le 29 septembre. La fédération SUD-Rail appelle également à la grève le même jour, et plusieurs syndicats CGT appellent le privé à rejoindre la mobilisation. La date du 17 octobre, appelant à un retour du mouvement Gilets jaunes et à un octobre rouge, commence à faire parler d'elle et suscite une certaine inquiétude de la part du gouvernement. Faisons converger toutes nos colères pour frapper ensemble !

Une certification en carton-pâte...

L'EPSM (ex-Bon sauveur) de Caen a passé sa certification cet été. Selon la direction, un nouvel échec, après celui d'il y a 2 ans, aurait fait passer l'EPSM sous la tutelle du CHU. Victoire ! Car non seulement la certification a été obtenue, mais encore avec mention, si bien que l'EPSM se trouve classé parmi les 20 % des meilleurs hôpitaux. Et ce, bien qu'il manque la moitié des psychiatres nécessaires...

...Ô joie !

Selon la direction de l'EPSM, ce résultat est dû à l'amélioration de la qualité de vie au travail. Une preuve ? Dans un élan de générosité, il a été offert un petit-déjeuner à l'ensemble du personnel. Nul doute que ça suffira bien à enrayer le turn-over qui a, par exemple, fait partir de l'établissement la moitié de l'effectif d'un service en moins de 7 mois ! D'ailleurs, un mouvement de grève a eu lieu ce mardi 15 : sans doute l'expression du bonheur au travail.

Franchises médicales : un pas en avant deux pas en arrière

Le plafond annuel des franchises médicales, c'est-à-dire la somme maximale à payer pour des médicaments et des consultations chaque année, sera de 140 euros le 1er octobre, et pas 200 euros comme annoncé cet été. Mais cerise empoisonnée sur le gâteau, il sera réévalué chaque année en fonction de l'inflation. Belles étrennes en perspective ! Notre santé ne doit pas fluctuer en fonction des desiderata des chargés d'affaires de la bourgeoisie.

La grande cause nationale partie I

Les services de l'administration (CGLPL) ont sonné le tocsin quant aux conditions d'accueil des patients dans les services d'urgences psychiatriques. Ils constatent que : le temps d'attente avant une hospitalisation se situe entre 20 heures et 40 heures, un manque de personnel évalué à 30 à 40 % de soignants, des locaux non adaptés, et des mesures de contention sans cadre légal. Au même moment, le nombre de patients aux urgences pour des motifs psychologiques a augmenté de 21 % en 4 ans. Les préconisations sont publiées dans le journal officiel et sont restées sans réponse de la part du gouvernement. Pourtant la santé mentale a été désignée grande cause nationale pour 2025 et 2026 !

La grande cause nationale partie II

Dans ce paysage de délabrement, une jeune femme vient de se suicider dans le centre d'accueil de crise Ginette-Amado à Paris. Ce service qui restait toujours ouvert permettait d'être accueilli sans passer par les urgences. Il a été fermé en début d'année et ce malgré une mobilisation du personnel soignant. C'est un centre d'accueil psychiatrique de plus victime d'une politique austéritaire, aveugle au bien-être de malades souffrant de troubles mentaux qui ne sont plus prioritaires. Cette femme s'est retrouvée confrontée à des services d'urgence débordées et manquant de lits.

Pour Geffray le baccalauréat est inutile pour les jeunes des milieux populaires

Interrogé sur RMC, le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, a déclaré qu'« il ne faut pas que culturellement, on coure tous après les études supérieures », et que les jeunes qui réussissent moins bien au lycée soient orientés « vers les métiers de production, les métiers techniques ». Ces propos font écho à ceux du ministre de l'Enseignement supérieur, qui, en juillet dernier, préconisait de supprimer le droit d'accès automatique des bacheliers aux études supérieures. Il s'agit d'un plan concerté pour tenter de barrer la voie de l'enseignement supérieur et de la culture aux élèves de milieux modestes, déjà discriminés via les mécanismes de sélection comme Parcoursup ou l'augmentation des frais d'inscription à l'université.

Adèle Haenel censurée pour des propos pro-palestiniens

Le 9 septembre dernier, l'actrice et autrice Adèle Haenel était l'invitée de l'émission littéraire La Grande Librairie sur France 5. En toute fin de l'émission, on lui avait donné carte blanche pour parler d'un sujet de son choix. Elle avait alors lu un texte virulent et engagé soutenant les Palestiniens de Gaza et condamnant le génocide et les exactions d'Israël. La réaction n'a pas tardé. France Télévisions a supprimé le replay de l'émission. Malgré tout, il est réconfortant de constater que l'intervention censurée de Haenel est devenue virale et tourne en boucle sur les réseaux sociaux.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📷 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)